

Bouteflika appelle la presse à dénoncer les lacunes

● Prix du président de la République du journaliste professionnel/Les lauréats récompensés

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4609 - Mardi 23 octobre 2018 - Prix : 10 DA

APN
Election
d'un nouveau
président mercredi

Page 3

Inondations

Bedoui : «Il est temps de revoir notre politique de prévention»

Page 2

La vérité, rien que la vérité

Par Mohamed Habili

C'est aujourd'hui que Recep Tayyip Erdogan doit donner la version officielle de ce qui s'est passé le 2 octobre dernier dans le consulat saoudien d'Istanbul, après que Jamal Khashoggi y est entré. Que cette version soit différente de celle, ou plutôt de celles au pluriel, que les autorités saoudiennes ont données jusque-là, est quelque chose qui semble aller de soi. Depuis le début en effet, les Saoudiens n'ont rien dit dans cette affaire qui n'ait été aussitôt démenti par les Turcs. La probabilité donc, pour que leurs positions aient fini par se rapprocher, le cas échéant grâce à la médiation de Donald Trump, qui aurait tant voulu les voir se coordonner dans leurs déclarations à la presse, est très faible. Reste que les Saoudiens ont dans leur dernière version, celle donnée par leur ministre des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, qui depuis ce fatidiques 2 octobre a brillé par son absence, pris leurs précautions pour pouvoir en quelque sorte se mettre en règle avec la «vérité toute nue» que le président turc s'était engagé à révéler aujourd'hui même. D'après al-Jubeir, eux-mêmes en sont encore à vouloir tirer au clair la façon dont le journaliste a trouvé la mort. Si donc aujourd'hui, Erdogan dit détenir la ou les preuves qu'avant d'être tué, Khashoggi a bel et bien été d'abord torturé, que ses doigts ont été coupés, et qu'après sa mort son corps a effectivement été démembré, rendant du coup officiels les détails dispensés par les fuites officieuses, les Saoudiens, cette fois-ci probablement al-Jubeir le premier, seraient encore dans leur droit d'alléguer qu'ils ne savaient pas que toutes ces horreurs-là s'étaient produites.

Suite en page 3

Une nouvelle politique sociale déclinée hier à Hassi Mesaoud

La responsabilité sociétale s'invite à Sonatrach



Définitivement, la Sonatrach inscrit ses actions de développement socio-économique dans la démarche de la responsabilité sociétale des organisations.

Lire page 2

Conditions de vie à Metchik et Béni Mansour/Béjaïa

La voie ferrée coupée depuis plusieurs jours

Page 24

Colloque autour de l'œuvre d'Isabelle Eberhardt

La culture algérienne dans les écrits de l'écrivaine en débat

Page 13

Une nouvelle politique sociale déclinée hier à Hassi Mesaoud

La responsabilité sociétale s'invite à Sonatrach

■ Définitivement, la Sonatrach inscrit ses actions de développement socio-économique dans la démarche de la responsabilité sociétale des organisations.

Par Lynda Naïli

A ce titre, même si l'implémentation de la responsabilité sociétale au sein de la Sonatrach ne semble toucher, du moins pour l'instant, que l'ancrage territorial, la relation et condition de travail ainsi que l'axe ayant trait à la préservation de l'environnement, Sonatrach entreprise économique citoyenne se démarque par l'application du développement durable. C'est ainsi que sa nouvelle politique sociale a été déclinée ce matin par Fateh Arabi, conseiller du P-DG. Une politique sociale dans laquelle les efforts du groupe pétro-gazier national décide de se focaliser en force dans les régions du Sud où sont implantées la quasi-totalité de ses structures et filiales. Pour ce faire, en coordination avec les pouvoirs publics, les ministères et les wilayas concernés, elle décide de s'impliquer directement dans le développement socio-économique de ces régions. «*Nous sommes une entreprise citoyenne, là où nous travaillons, nous voulons laisser l'empreinte et l'impact de la société*», a assuré Abdelmoumen Ould Kaddour.

Un important programme social pour Ouargla

C'est ainsi qu'à la direction régionale de Hassi Messaoud, Sonatrach vient de doter la wilaya de Ouargla d'importants accords portant sur le développement socio-économique de la région pour laquelle un budget conséquent a été consacré. Outre la signature de six conventions de sponsoring au profit de six clubs sportifs de la wilaya de Ouargla, il s'agit de la construction et gestion d'un centre médico-social intégré doté de struc-



Ph/E. Soraya/J.A.

tures d'accompagnement et d'un complexe sportif. Lequel complexe, soulignera Ould Kaddour «*sera totalement pris en charge par Sonatrach*». En outre, il indiquera que le centre anti-cancer (CAC) de Ouargla sera équipé de structures d'accueil dédiées aussi bien pour les malades venus pour leurs séances de chimiothérapie ou de radiothérapie que pour leurs familles. Dans ce sens, la Sonatrach dotera également les établissements hospitaliers de sept wilayas et wilayas du Sud de sept scanners de haute technologie ainsi que de sept ambulances médicalisées. Le groupe pétro-gazier se chargera aussi de former le personnel médical et paramédical devant utiliser et faire fonctionner ces équipements de soins modernes.

Pour rester dans le domaine de la formation, l'on apprendra du P-DG de Sonatrach lors du point de presse qu'il a tenu à l'aéroport de Hassi Messaoud, que des discussions ont été entamées avec l'université de Ouargla pour une convention de prise en charge de formation des vingt meilleurs étudiants au niveau des différents instituts et écoles relevant de la Sonatrach. Il s'agit, pour lui, de «*créer un lien direct avec l'université pour préparer*» la relève de Sonatrach. D'autre part, il évoquera également la création prochaine de deux lignes aériennes portées par Tassili Airlines pour desservir Alger-Ouargla et Oran-Ouargla. En somme, pour toutes ces actions ainsi que pour les prochaines, le P-DG soutiendra qu'en l'absence de coordination

entre les filiales du groupe sur les actions menées jusque-là notamment celles relevant de la promotion du volet social, «*dorénavant tout se décidera au niveau de la Fondation Tassili Sonatrach, structure dédiée à cette politique*», expliquera-t-il. Très engagée dans le développement du Sud, il dira que ce sont pas moins de 25 000 emplois salariés qui ont été créés. Ajoutant qu'entre 2013 et 2018 plus de 38 000 contrats de travail ont été signés notamment dans les services et les biens. En termes d'achats localisés dans ces régions, il fera part d'un montant oscillant entre 40 000 et 70 000 milliards de dinars en biens et services destinés aux entreprises localisées dans le Sud.

Vers une convention de groupe pour les œuvres sociales et l'hygiène-sécurité-environnement (HSE)

Par ailleurs, à propos du brainstorming qui se tient aujourd'hui et demain à la direction régionale de Hassi Messaoud autour des œuvres sociales et de l'hygiène-sécurité-environnement (HSE) en présence notamment de la Fédération des pétroliers affiliée à l'UGTA, le syndicat national de Sonatrach ainsi qu'un parterre de cadres dirigeants et de cadres syndicalistes des filiales du groupe, les travaux devront préparer en effet la tenue de la conférence nationale sur le rôle des commissions HSE dans le respect et l'amélioration du cadre et des conditions de travail en la matière. A ce sujet, Hamou Touahria affirmera qu'à l'issue de cette conférence nationale, des recommandations seront retenues et présentées à la direction générale en vue d'établir et parapher une convention de groupe Sonatrach pour que tous travaillent ensemble et de la même manière sur ces aspects. Effectivement, il est attendu que le quatre novembre prochain soit signée ici même à Hassi Messaoud cette convention que certains ont dénommée «*pacte de stabilité*» entre la Fédération des pétroliers, le syndicat national de Sonatrach ainsi que la direction générale. De son côté, Ould Kaddour, qui soutient que «*les relations avec les syndicats sont excellentes*» dira attendre «*un programme définissant clairement les actions de prise en charge des travailleurs et celles de la qualité de vie au quotidien*». En contrepartie, il demandera «*plus d'implication et d'engagement aux travailleurs*». «*L'entreprise attend beaucoup d'efforts de vous*» pour son essor et sa pérennité. **L. N.**

Inondations

Bedoui : «il est temps de revoir notre politique de prévention»

Eu égard aux dernières inondations ayant provoqué d'énormes dégâts dans certaines régions du pays, Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur a indiqué hier, que les victimes des dernières intempéries seront prises en charge immédiatement tout en appelant à la mise en place d'une nouvelle politique pour prévenir des risques des catastrophes.

Dans son allocution d'ouverture des travaux de la rencontre nationale sur la gestion des risques de catastrophes, placée sous le thème «*Pour une plus grande capacité de résilience*», Noureddine Bedoui a estimé qu'il «*est temps*» aujourd'hui de «*revoir*» la politique de lutte contre les catastrophes, eu égard aux «*changements climatiques*». Il a ajouté que le plus important est de soutenir et d'améliorer les systèmes de «*numérisation*» ainsi que le

renforcement du rôle des organismes scientifiques et «*technologiques*». Le ministre a appelé ainsi les participants à la rencontre nationale sur la prévention des risques des catastrophes à sortir avec des recommandations qui vont servir de «*nouvelle feuille de route*» pour instaurer un plan d'action pouvant lutter efficacement contre les catastrophes. Saisissant cette occasion, le ministre a adressé un message en direction des responsables concernés pour prendre toutes les mesures «*urgentes*» pour une meilleure «*prise en charge*» des citoyens sinistrés. Il appelle à ce propos à effacer toutes les «*traces des inondations*». Enchaînant, Bedoui a annoncé que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait ordonné au gouvernement, la prise en charge «*immédiate*», des victimes des der-

nières intempéries ayant touché certaines wilayas. «*Le Président Bouteflika a instruit la prise de mesures urgentes en vue d'effacer les séquelles des dernières intempéries ayant touché nombre de wilayas et la prise en charge immédiate de leurs victimes, tout en anticipant ces risques, à travers une bonne préparation tout au long de l'année*», a indiqué Bedoui dans son allocution d'ouverture des travaux de cette rencontre. A ce propos, le ministre a affirmé que le président de la République avait accordé «*une période de six mois pour procéder à l'actualisation de la stratégie nationale de prévention contre les risques des catastrophes naturelles et à la définition de ses perspectives à l'horizon 2030, parallèlement aux stratégies locales spécifiques à chaque wilaya qui tiennent compte des caractéristiques de chaque région*

et aux plans d'action sectoriels pour la même période visant à mettre en œuvre la stratégie nationale, conformément aux recommandations des Nations unies en la matière». «*Les décisions du Président Bouteflika et son appui important à cette rencontre se veulent une feuille de route pour les participants, appelés à s'enquérir de la réalité sur le terrain lors de la formulation de leurs recommandations relatives à la stratégie, tout en plaçant la prévention et la gestion des risques des catastrophes au cœur de l'approche de gestion centrale ou locale et en mettant l'accent sur le rôle de la société civile et du citoyen, en tant qu'acteur essentiel dans cette équation complexe, en ayant un comportement civilisé envers son environnement*», a-t-il ajouté.

Thinine Khouchi

Célébration de la Journée nationale de la presse

Bouteflika appelle la presse à dénoncer les lacunes

■ Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, appelle les journalistes à jouer pleinement leur rôle dans la dénonciation, notamment des insuffisances et dérives dans la gestion des affaires publiques.

Par Louiza Ait Ramdane

Bouteflika compte sur les journalistes face aux multiples défis auxquels l'Algérie est confrontée. Abdelaziz Bouteflika qui demande à la presse dans son message qu'il a adressé aux médias, à la veille de la célébration de la Journée nationale de la presse, de faire des critiques, l'exhorte ainsi à assumer sa « noble mission » et dénoncer les insuffisances et les dérives. Des tares qui « portent atteinte aux affaires publiques et notre vie quotidienne ». Le président de la République a précisé que le fait de souligner les insuffisances existant à travers notre vaste pays ou les dérives enregistrées ici et là, est une contribution précieuse au redressement de la situation et au renforcement de l'Etat de droit.

« Si nous enregistrons, en toutes occasions et toute la légitimité, des développements positifs en Algérie, cela ne signifie nullement qu'il faut fermer les yeux sur les lacunes du pays dans beaucoup de domaines, ou ignorer les dangers qui entourent l'Algérie. Oui, dans notre pays, il y a encore des lacunes et des fléaux regrettables, comme la bureaucratie, le népotisme, de la corruption (...). La volonté de l'Etat d'éviter ces manques sont connus, mais cela nécessite les efforts concertés de tous, y compris les efforts de la presse et des médias », a écrit le président dans son message, à l'occasion de la Journée nationale de la liberté de la presse, diffusé hier.

La collaboration de la presse pour faire la lumière sur ces fléaux est, pour le président de la République, « une contribution précieuse à l'évaluation des



P.V.D.R.

choses et à la consolidation de l'Etat de droit». Par conséquent, ajoute encore le chef de l'Etat, « je vous demande, à vous les médias et aux journalistes, de jouer votre rôle dans ce domaine et je vous exhorte à cet égard à contribuer à guider la société sur le droit chemin ». Le Président Bouteflika a également évoqué les défis auxquels fait face le pays, et les dangers qui le guettent. « Dans ma dernière lettre à l'occasion de la fête nationale du moudjahid, j'ai déjà abordé les défis auxquels notre pays est confronté, et l'importance de ce sujet doivent être rappelés », a souligné Bouteflika, non sans estimer que « si nous vivons grâce à Dieu en sécurité et en paix, nous vivons aussi dans un environnement régional aux multiples crises et conflits, ainsi que

le fléau du terrorisme odieux et la criminalité transfrontalière, le trafic d'armes et le trafic de drogue constituent tous une menace sur la société ». Ce sont pour le Président Bouteflika « des dangers qui nous poussent tous à la vigilance, pour maintenir la sécurité du peuple ».

Dans son message, le président de la République a tenu à rappeler les multiples étapes qu'a vécues la presse nationale, aussi bien publique que privée. « Sous la paix rétablie et la réconciliation nationale, les médias de notre pays ont connu une progression remarquable, et ont accompagné la reconstruction de l'Algérie dans tous les domaines », a-t-il dit, avant de préciser que la presse écrite « s'est développée au cours des deux dernières décennies, attei-

gnant jusqu'à aujourd'hui, plus de 150 titres, et dans le secteur des médias audiovisuels, plus de 20 chaînes libres ont été créées, et ceci s'est consolidé par les journaux électroniques. Toute cette dynamique est venue enrichir le domaine de l'information nationale ».

Le Président rappelle la volonté de l'Etat pour développer ce domaine, à travers, notamment, « l'ouverture d'un très grand nombre d'instituts universitaires d'information et de communication ». L'Etat a également démontré, selon lui, sa volonté de développer ce secteur, à travers, notamment les amendements apportés à la Constitution qui « promeuvent la liberté d'information et le droit de ces moyens d'information d'accéder à l'information ». L. A. R.

LA QUESTION DU JOUR

La vérité, rien que la vérité

Suite de la page une

Lis pourraient aussi ajouter qu'ils ne les contestent pas, mais qu'ils attendent les conclusions de leur propre enquête pour se prononcer sur eux. En fait, dès le moment où ils ont reconnu que Khashoggi était mort à l'intérieur du consulat, mais du fait d'une bande de leurs agents agissant bien au-delà de ce dont ils étaient chargés, il n'y a plus rien que les Turcs pourraient dévoiler qui leur soit fatal. Ce qui compte pour eux, c'est qu'aucune preuve ne soit apportée qui mette directement en cause le prince héritier dans cette débauche de sauvagerie. Qu'est-ce qui pourrait démontrer cette implication ? A priori rien. Ceux qui le pourraient, les 15 agents qui ont liquidé le journaliste, sont déjà aux arrêts. A supposer d'ailleurs qu'ils ne soient pas déjà réduits à un silence définitif. Dans ce cas, même si le président turc en vient à révéler que le corps de la victime a été retrouvé, et dans l'état que les fuites ont déjà décrit, le système de défense saoudien pourra néanmoins résister à la charge. Quand bien même Erdogan établirait la préméditation, ce qui semble tout à fait à sa portée, il manquerait encore de preuve pour l'imputer aux plus hautes autorités saoudiennes. Il y aurait toujours des gens d'influence pour dire que le prince héritier est lui aussi une victime dans cette affaire, pas au même titre certes que Jamal Khashoggi, mais tout de même une victime, puisque tout a été fait pour lui faire porter le chapeau, et qu'à tout prendre rien n'interdit de penser que le crime a été le fait de personnes agissant sur leur propre initiative. Dans cette affaire établir la préméditation est une chose, l'attribuer à un bord précis en est une autre. Enfin, même si les Turcs détenaient cette preuve, il n'est pas évident qu'ils s'empresseraient de la révéler. Ils préféreraient peut-être la monnayer, et de la sorte faire de l'Arabie saoudite leur obligée.

M. H.

Prix du président de la République du journaliste professionnel

Les lauréats récompensés

Le prix du président de la République du journaliste professionnel a été décerné hier, à l'occasion de la célébration

de la Journée nationale de la presse. Pour sa quatrième édition, ce prix a enregistré le dépôt de plus de 210 travaux.

Chaque année le nombre de participants enregistre une hausse, renseignant sur le grand intérêt que lui accordent les profes-

sionnels de la presse. Le thème choisi pour cette édition est « Le vivre ensemble en paix ». Les objectifs de ce prix annoncé par le président de la République est d'encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes, stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite et récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

Institué par décret présidentiel en mai 2015, ce prix est décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse (le 22 octobre). Ce prix national a pour but de récompenser les meilleures œuvres journalistiques réalisées

soit individuellement, ou à titre collectif par des journalistes professionnels.

Le Prix est décerné dans les cinq catégories, à savoir l'information écrite, l'information télévisuelle, l'information radiophonique, la presse électronique et l'illustration. Il consiste en l'attribution d'un certificat de mérite et d'une récompense financière dont le montant est fixé pour chacune des catégories.

S'agissant des quatre premières catégories, le 1^{er} lauréat bénéficie d'une récompense financière d'un million de DA, le 2^e de 500 000 DA et le 3^e 300 000 DA. Pour la 5^e catégorie, une récompense de l'ordre de 100 000 DA est attribuée pour la meilleure illustration photographique, dessin ou caricature de presse.

Meriem B.

APN

Election d'un nouveau président mercredi

LE BUREAU de l'Assemblée populaire nationale (APN) a décidé hier de tenir une plénière, mercredi prochain, pour l'élection d'un nouveau président de la chambre basse du Parlement, en remplacement de M. Saïd Bouhedja. Il a été décidé la tenue, mercredi prochain, d'une séance plénière qui sera consacrée à l'adoption du rapport de la Commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés relatif à la constatation de la vacance du poste de président de l'APN, a déclaré à la presse, M. El Hadj Laïb à l'issue de la réunion du bureau de l'APN qu'il a présidé, en sa qualité de doyen de l'Assemblée. Il sera procédé ensuite à l'élection du nouveau président de l'APN, dont le poste avait été déclaré, la semaine dernière, vacant par le bureau de l'APN suite à la situation de blocage que connaît l'instance législative et le gel de toutes ses activités depuis plusieurs semaines après que la majorité des députés (351) aient signé une motion de « retrait de confiance » au président de l'APN dans laquelle il ont exigé sa démission. Le bureau de l'APN avait décidé également de saisir la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés afin de soumettre le rapport relatif à la constatation de la vacance du poste de président de l'Assemblée dans un délai n'excédant pas « une semaine ».

R. N.

Lutte contre la drogue

Nécessité d'une nouvelle approche de prévention

■ La consommation de drogue, sous toutes ses formes, est un fléau qui progresse à un rythme hallucinant en Algérie. La sonnette d'alarme a, plusieurs fois, été tirée par différents organismes aussi bien sécuritaires que socio-éducatifs.

Par Meriem Benchaouia

Le phénomène qui touche toutes les couches sociales, sans distinction aucune, ne fait pas marche-arrière, il gagne plutôt du terrain. Malgré les efforts de l'Etat, les quantités de résine de cannabis et d'autres stupéfiants saisis ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus que jamais, le pays est inondé de drogue provenant essentiellement du Maroc voisin. En effet, chaque jour, les services de sécurité font état de saisies de quantités de drogues tous types confondus, cela va du kif traité à l'héroïne en passant par les psychotropes de tous genres. Le trafic de drogue à l'échelle nationale prend des proportions aussi alarmantes que dangereuses. A cet effet, les participants au séminaire national sur les nouvelles approches en matière de prévention des addictions ont mis l'accent à Alger, sur l'importance de la prévention contre les conduites addictives en focalisant sur les moyens développés de protection de l'individu et de la société. La prévention se veut un moyen «incontournable» en matière de protection de la société contre la drogue, et ce, dans le cadre de

la politique nationale de lutte contre les drogues qui implique différents secteurs et associations, a précisé la directrice de la prévention et de la communication de l'Office national de la lutte contre la drogue et la toxicomanie, Ghania Kaddache. La même responsable a ajouté que «le risque d'addiction est plus élevé lorsque la consommation de drogue intervient à un âge précoce», d'où l'importance de la prévention en milieu de jeunes, indiquant que la dernière enquête menée par l'Office avait affirmé l'existence de cas de consommation de drogue chez les adolescents âgés de 13 ans. Rappelant que le nombre de toxicomanes bénéficiaires de la prise en charge médicale s'était élevé de 21 500 en 2016 à 22 444 en 2017, M^{me} Kaddache a souligné que l'Office national veillait au renforcement des actions de prévention contre les drogues en vue d'en réduire la demande, tout en focalisant sur le rôle des associations comme «partenaire efficace» dans la mise en œuvre des politiques de prévention à travers le travail de proximité. Elle a affirmé que cette rencontre qu'organise l'Office connaît la participation de représentants de certains secteurs et 21 associations nationales et



locales de différentes régions du pays, d'autant qu'elle constitue un espace de formation sur les moyens modernes adoptés en matière de prévention, lesquels s'articulent essentiellement sur des compétences et mécanismes simplifiés dans l'interactivité avec la catégorie ciblée et les modalités de mise en place d'un programme d'évaluation en adoptant les technologies de pointe. Pour sa part, le responsable d'études et d'analyses de l'Office, Fakhreddine Ayoun, a

évoqué les axes de la prévention au sein de la politique nationale de lutte contre la drogue et la toxicomanie, laquelle prévoit des mécanismes de soutien aux activités des secteurs ministériels, des programmes de formation des fonctionnaires spécialisés, la création d'une banque de données sur le phénomène de la drogue, le soutien aux centres de désintoxication et l'élaboration d'un bilan périodique ainsi que les mécanismes de lutte contre la drogue. Le même res-

ponsable a indiqué que la prévention doit commencer en milieu familial, au regard du rôle fondamental de ce dernier dans la formation de la personnalité de l'individu, mettant en exergue l'importance de l'accompagnement familial des enfants par l'éducation et l'orientation en veillant à exploiter au mieux leur temps dans des activités culturelles et cognitives et ce, en coordination avec les établissements éducatifs et les associations. De son côté, le membre de l'association des parents d'élèves de la wilaya de Blida, Azeddine Zerrouk, a mis l'accent sur l'importance de la prévention pour la protection des jeunes, appelant les parents à accompagner et sensibiliser leurs enfants aux risques de la drogue. Il a exhorté également les associations à intensifier et encadrer leurs activités relatives à la lutte contre les fléaux sociaux. Le psychologue Idris Djouadi a, quant à lui, appelé à la création d'un réseau qui renforcera la coordination entre les associations et les secteurs ministériels concernés en faisant appel à des ressources humaines compétentes en vue d'unifier les efforts liés à la prévention et la prise en charge, tout en consacrant des espaces d'écoute. M. B.

Professionnels de la santé

Hasbellaoui plaide pour le renforcement des capacités par la formation continue

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, a plaidé à Ghardaïa pour le renforcement des capacités des médecins, pharmaciens, infirmiers et cadres de santé dans différents domaines ayant trait à leur profession tout en mettant à profit les expériences des professeurs encadrants. S'exprimant dans un point de presse, le ministre a mis l'accent sur le rôle important assumé par les médecins, les pharmaciens et les cadres de santé de manière générale en les invitant à développer leurs capacités des professionnels par une formation continue pour une amélioration de notre système de santé.

La tutelle de la santé est déterminée à promouvoir la formation continue et à l'élargir à différents niveaux afin d'améliorer notre système de santé, de fournir des prestations de santé de qualité à la hauteur des attentes de notre population et d'assurer la montée des compétences. «Il est clair que la formation continue aujourd'hui est plus qu'une nécessité si l'on considère l'évolution rapide que connaît la médecine, notamment avec la digitalisation et l'introduction des nouvelles techniques de l'information et la télé-médecine», a-t-il fait savoir. «Nous œuvrons à développer des pôles d'excellence de santé dans chaque

wilaya du pays en accompagnant le personnel médical par une formation continue», a-t-il rappelé avant de recommander à travailler en synergie entre les différents acteurs du secteur de la santé en vue de répondre au mieux aux attentes des malades. Auparavant, M. Hasbellaoui a inspecté différents chantiers de projets implantés dans la zone dite des sciences (10 km de Ghardaïa) comprenant un hôpital de 240 lits, un hôpital psychiatrique, un centre de désintoxication et une école paramédicale (400 places), avant de donner le coup d'envoi de la réalisation d'une polyclinique à Métilli El-Djadida. Au terme de sa visite M. Hasbellaoui a tenu une

réunion avec le corps médical, en présence des cadres locaux du secteur ainsi que des autorités et des élus locaux, en vue d'examiner les problèmes et les difficultés rencontrés et d'envisager les solutions appropriées selon l'approche participative. Selon les participants à cette rencontre tenue à huis clos, le ministre a invité le personnel médical à assurer des prestations médicales et des conditions d'hospitalisation dignes et décentes pour le malade avant de rappeler les efforts consentis par l'Etat pour rehausser la prise en charge du malade dans toutes les contrées du pays.

Farid A.

Premier Salon Bâti-Est-expo de Constantine

Les matériaux des corps d'état secondaires mis en avant

Les matériaux locaux des corps d'état secondaires (CES), ceux de la plomberie, l'étanchéité, la peinture, et le revêtement de sol et façade entre autres, ont été mis en avant au premier Salon international du bâtiment et travaux publics de l'Est algérien (Bâti-Est-expo) ouvert à la maison de la culture Malek-Haddad à Constantine. Réunissant une vingtaine d'exposants, le salon propose aux nombreux visiteurs, professionnels du bâtiment et public, divers produits des CES disponibles sur le marché national en quantité et qualité. Selon la

présidente de la commission de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Lamia Djeradi, également architecte de formation, «l'investissement dans les matériaux de corps d'état secondaire a considérablement accompagné les chantiers d'habitat et a soutenu les efforts de développement local». Elle a, dans ce sens, ajouté que les producteurs nationaux de matériaux de CES ont atteint des stades de performance «remarquables grâce aux différents programmes de soutien à l'investissement, mis

en œuvre par l'Etat». A ce titre, M^{me} Djeradi a indiqué que ce genre de manifestation assure l'échange entre les professionnels du domaine du bâtiment et des travaux publics et permet de prendre connaissance des avancées réalisées en la matière soulignant l'apport de ce rendez-vous économique dans les plans d'actions des opérateurs. Ce Salon international a été également une occasion pour mettre en avant les avancées réalisées en matière de fabrication de charpente métallique et d'équipements de construction comme

les portes et accessoires d'ameublement produits en partenariats avec des firmes étrangères, a-t-on constaté. De sa part, le secrétaire général de la wilaya, Saïd Akhrouf, qui a présidé la cérémonie d'inauguration de ce Salon, a mis l'accent sur l'importance de cette manifestation devant permettre la promotion du produit national et la création d'un dynamisme favorisant l'investissement. Devant se poursuivre jusqu'au 25 octobre courant, l'encouragement des partenariats entre les différents acteurs du secteur figure parmi les objectifs

de cette manifestation à laquelle participeront de petites entreprises créées dans le cadre de la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) et établissements financiers et de formation, ont indiqué les organisateurs. Outre les stands, le Salon du bâtiment propose des conférences-débats autour de thèmes liés au développement du secteur du BTP, au respect des normes de construction et de réalisation des projets ainsi qu'à la nécessité d'innover sur l'aspect architectural, a-t-on encore ajouté.

R. N.

Pétrole

Le Brent s'approche des 80 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole se sont redressés hier en cours d'échanges européens, le Brent s'approche des 80 dollars, alors que le président américain Donald Trump a évoqué «des mensonges» sur les explications saoudiennes après le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi.

Par Amel B.

Ce lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 79,96 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 18 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de novembre, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 13 cents à 69,25 dollars. La tension entre l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial du pétrole et les Etats-Unis, également géant de la production mais surtout premier consommateur de brut, est montée d'un cran ce week-end. Après avoir qualifié de «crédible» la version des Saoudiens, le président américain Donald Trump a évoqué samedi «des mensonges», jugeant que «leurs histoires partent dans tous les sens». «Il y a eu manifestation

tromperie et mensonges», a-t-il déclaré dans un entretien au «Washington Post», journal auquel collaborait Jamal Khashoggi. «Les craintes que l'Arabie saoudite ne se serve du pétrole comme d'une arme pour riposter ont été un peu apaisées par le ministre de l'Energie», a cependant noté Joshua Mahony, analyste chez IG. L'Arabie saoudite n'a «aucune intention» de mettre en place un embargo sur le pétrole comme en 1973, a déclaré lundi le ministre de l'énergie saoudien. «Cet incident passera», a déclaré Khaled al-Faleh dans une interview accordée à l'agence de presse officielle russe Tass: «L'Arabie saoudite est un pays tout à fait responsable. Pendant des décennies, nous avons utilisé notre politique pétrolière comme un outil économique responsable et l'avons isolée de la politique.» «Même évoquer une utilisation du pétrole comme arme économique suffit à faire grimper les prix ce matin»,



Ph. > D. R.

a commenté Tamas Varga, analyste. Les cours, qui avaient atteint des sommets en quatre ans début octobre en raison des

craintes sur l'offre provoquées par les sanctions américaines contre l'Iran, se sont repliés au fil du mois alors que les investis-

seurs se demandaient si la croissance de la demande mondiale allait résister aux tensions commerciales. A. B./APS

Agriculture

Réunion prochaine de concertation sur le développement de l'élevage équin

Une réunion de concertation sur le développement de l'élevage équin est programmée dans les prochaines semaines, a annoncé à Tiaret le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui. Dans une déclaration à la presse à la deuxième et dernière journée de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a indiqué que cette réunion, qui se tiendra au ministère, regroupera différentes parties intéressées par l'élevage équin dont les secteurs de l'agriculture, de la jeunesse et des sports et de la culture, soulignant que le cheval a des dimensions multiples civilisationnelle, culturelle, historique et sportive. M. Bouazgui a

affirmé que l'Etat déploiera tous ses efforts pour la promotion de cette filière à laquelle le président de la République, Abdelaziz Bouteflika accorde un grand intérêt, le développement de la production équine et la diversification des usages des chevaux, faisant savoir que cette richesse ne dépasse pas en Algérie 46 000 têtes hormis la race hybride, quoique l'Algérie a un lien très étroit avec les chevaux. Au passage, le ministre a appelé les éleveurs à utiliser des moyens techniques modernes dont l'insémination artificielle en vue d'une bonne production de chevaux sains de maladies et à moindre coût, signalant que le programme du ministère prend en considéra-

tion le développement du centre régional d'insémination artificielle et d'amélioration génétique de Tiaret qui œuvre à préserver la race pur sang, et ce en soutenant son expérience par la création d'une banque de semences avec des concours de l'Office national d'élevage équin et de camélidés et le centre d'élevage de Tiaret. Cette filière sera soutenue également par la création d'un conseil national interprofessionnel des chevaux qui s'ajoute aux 14 autres conseils interprofessionnels existants en vue de développer différentes filières agricoles, a-t-il ajouté. En visitant le centre d'élevage équin de Chaouchaoua à Tiaret, Abdelkader Bouazgui a déclaré que la wilaya dispose

d'une richesse agricole énorme en plus de son attachement éternel aux chevaux pouvant les exploiter pour contribuer à l'économie nationale en préservant les dimensions civilisationnelles et historiques du cheval et des caractéristiques génétiques du pur sang arabe et barbe, à travers l'intensification de la production de chevaux et la participation aux manifestations de courses. Le ministre a assisté à un spectacle de fantasia où a participé un pur sang arabe algérien âgé de 13 ans ayant toutes les caractéristiques du cheval algérien authentique qui est exploité pour la production de cette race et sa protection contre la disparition, selon les responsables du centre d'élevage

équin de Tiaret. Par ailleurs, Abdelkader Bouazgui a exprimé devant les promoteurs d'exploitations agricoles visitées, l'entière disposition de son ministère à leur accorder des terres supplémentaires pour l'extension de leurs exploitations, instruisant les responsables locaux du secteur à faire découvrir aux agriculteurs des modèles réussies comme exemple à suivre dans l'investissement agricole. La deuxième journée de la visite du ministre dans la wilaya a été marquée notamment par l'inspection du centre régional d'insémination artificielle et d'amélioration génétique et l'inauguration du nouveau siège de la Conservation des forêts à Tiaret. S.Y.

Face aux incertitudes autour du Brexit

Hausse de l'euro et stabilité de la livre

L'euro remontait face au dollar hier matin, alors que la livre débutait la semaine quasiment stable, dans un contexte marqué par les incertitudes liées au Brexit. Dans la matinée, l'euro valait 1,1533 dollar contre 1,1514 vendredi soir, une remontée qui intervient après plusieurs jours de chute la semaine dernière. «Les acteurs ne sont pas en mesure de soutenir la livre et l'euro sur le long terme alors que les perspectives pour le Brexit restent incertaines», estime toutefois les analystes. L'euro et le dollar étaient presque stables face à

la livre, à 88,17 pence pour un euro contre 88,12 vendredi soir à 1,3080 dollar contre 1,3076. «Ce sera sûrement une nouvelle semaine de hauts et de bas pour la livre en lien avec les discussions sur le Brexit, suite à l'impossibilité la semaine dernière à trouver un accord sur la frontière irlandaise», estimait Michael Hewson, analyste en chef chez CMC Markets. «Des grondements croissants se font entendre contre la politique du Premier ministre Theresa May, certains suggérant qu'elle serait sur le point de voir son mandat contesté par des députés

mécontents de sa stratégie de négociation avec l'UE», ajoute-t-il. «C'est également une grande semaine pour les banques centrales avec les dernières décisions de la Banque centrale européenne (...), au vu des tensions actuelles entre l'Italie et l'UE, et de l'affaiblissement des perspectives économiques», poursuit M. Hewson. Le gouvernement populiste italien prévoit un déficit à 2,4% du PIB en 2019, contre 0,8% pour son prédécesseur, puis à 2,1% en 2020 (contre 0) et à 1,8% en 2021. Or, l'Italie ploie déjà sous une dette de 2 300 milliards

d'euros, qui représente quelque 131% de son PIB, le deuxième ratio le plus élevé dans la zone euro. Cette décision a valu à Rome de voir sa note souveraine dégradée par l'agence de notation Moody's, passée vendredi de «Baa2» à «Baa3», le dernier niveau de la catégorie investissement. Le dollar remontait légèrement par rapport au yuan chinois. Il fallait compter 6,9310 yuans pour un dollar lundi matin, contre 6,9290 yuans vendredi soir. Le dollar montait face au yen à 112,71 yens contre 112,55 yens vendredi soir. La devise euro-

péenne montait également face à la monnaie japonaise à 129,98 yens contre 129,57 yens vendredi soir. Le franc suisse baissait face à l'euro, à 1,1486 franc suisse pour un euro contre 1,1468 vendredi et restait stable face au dollar à 0,996 franc suisse, une valeur identique à celle de vendredi soir. L'once d'or valait 1 226,84 dollars, contre 1 226,90 dollars vendredi de la semaine. Enfin, le bitcoin s'échangeait pour 6 421,95 dollars, contre 6 384,37 dollars vendredi, selon des chiffres compilés par Bloomberg.

R.E.

Laghouat

Plusieurs mesures pour une «transparence» dans le recrutement

■ Une batterie de mesures a été prise pour assurer la «transparence» de l'emploi au niveau des entreprises économiques et industrielles établies dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris des services de la wilaya.

Par Amel H.

Préconisées en coordination avec des responsables du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité sociale, ces mesures ciblent les différentes entreprises activant à travers le territoire de la wilaya de Laghouat, notamment celles établies au niveau de la zone industrielle de Hassi-Rmel, a-t-on précisé. Ces mesures consistent en la dynamisation du système d'emploi dit «Wassit» (médiateur), en tant qu'unique mécanisme pour répertorier les demandes d'emploi, réduire à 48 heures les délais de dépôt des listes de postulants aux emplois offerts par les entreprises, en sus de l'engagement de ces dernières (entreprises) au respect du calendrier des tests professionnels des candidats à l'emploi. L'opération de recrutement devra être rendue publique à travers les sites et espaces prévus pour, les sites électroniques officiels de l'Agence locale de l'emploi et de la direction de l'emploi de la wilaya, a fait savoir le wali de Laghouat, Ahmed Meguellati. La priorité dans le recrutement est accordée aux inscrits au système «Wassit», en l'absence desquels il sera recouru au recrutement d'une main-d'œuvre spécialisée et qualifiée hors wilaya, à la faveur d'une autorisation exceptionnelle établie par le wali, a-t-il souligné. Ces mécanismes sont actuellement adoptés dans le projet «Boosting» du gaz natu-

rel, qui a généré 6 000 emplois dont 5 000 ont été pourvus et parmi lesquels 1 200 avec une autorisation exceptionnelle et le reste représentant la main-d'œuvre qualifiée locale. Par ailleurs, un accord a été conclu en coordination avec les responsables du secteur de l'emploi et des entreprises industrielles pour la formation des jeunes de la wilaya dans les spécialités faisant actuellement défaut, sachant que les autorités locales se chargent de la mobilisation des structures d'accueil et l'autre partie de l'encadrement. Plus de 6 752 emplois ont été offerts depuis le début de l'année par les secteurs économiques, public et privé, de la wilaya de Laghouat, contre 25 000 demandes recensées durant la même période, selon la direction de l'emploi de la wilaya de Laghouat.

A. H. / APS



Souk Ahras

Placement de plus de 3 000 demandeurs d'emploi depuis janvier

Pas moins de 3 240 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'un poste de travail entre les mois de janvier et de septembre 2018 dans le cadre des dispositifs gérés par l'agence de wilaya de l'emploi (Awem), a-t-on appris du directeur local de cet organisme, Abderrezak Mazouz. Pas moins de 2 797 postes de travail parmi le nombre global a été créé dans le cadre du système classique, 220 postes ont été générés au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), tandis que 223 demandeurs d'emploi ont bénéficié de contrats de travail aidé (CTA), a

précisé le même responsable. Pas moins de 1 065 postes sur le nombre global ont été affectés aux établissements du secteur public, 2 101 postes au secteur privé et 77 autres ont été réservés aux entreprises étrangères, a-t-il souligné, faisant savoir que la part du lion a été allouée au secteur du bâtiment et travaux publics avec 1.108 postes, suivi du secteur des services (896 postes), l'industrie (766 postes) et enfin le secteur de l'agriculture qui a contribué à la création de 473 emplois. «Ces placements sont le résultat de la modernisation du secteur de l'em-

ploi dans la wilaya, notamment après la maîtrise du nouveau système d'information Wassit», a-t-il affirmé, soulignant également le travail de terrain effectué par ses services à la recherche d'opportunités d'emplois. Abderrezak Mazouz a indiqué que le lancement du projet de réalisation, dans la commune d'Oued Kebarit, du complexe de phosphate devra permettre d'assurer de nouveaux postes d'emploi aussi bien en faveur des diplômés universitaires que des promus des centres de formation professionnelle.

Hocine A.

Bouira/M'chedallah

Mise en service d'une nouvelle ligne électrique de moyenne tension

Une nouvelle ligne électrique de moyenne tension (MT) a été mise en service dimanche au niveau de la commune de M'chedallah (Est de Bouira) dans le but de renforcer l'alimentation en énergie électrique dans toute la région, a-t-on appris des services de la direction de distribution de la Sonelgaz de Bouira. «D'une capacité de 30 KV, cette ligne électrique a été mise en service dans le cadre des efforts de notre société visant à améliorer la qualité et la continuité de service au profit du citoyen. La ligne est longue de 11 km, dont le site d'alimentation est basé sur les hauteurs d'Illiyten», a expliqué la cellule de communication de la direction de distribution dans un communiqué. Selon les détails fournis par la même source, la ligne mise en service relie le poste 60/30 Kw d'Illiyten à M'chedallah en passant par Allouache. Une enveloppe financière de l'ordre de 69 millions de dinars a été consacrée à la réalisation de ce projet dans le but de

renforcer le réseau dans la commune de M'chedallah et les villages environnants, qui connaissent des coupures récurrentes notamment en période d'été, a expliqué la direction de distribution. «La réalisation de ce projet avait connu plusieurs entraves et oppositions de citoyens, ce qui a causé plusieurs arrêts de travaux», a rappelé la direction

locale de la Sonelgaz, qui a appelé les citoyens à préserver cette structure et à ne pas escalader ses supports ou toucher les fils électriques en cas de tout éventuel incident. Par ailleurs, les populations de la commune d'El-Adjiba, ainsi que celles des villages d'Assif Assemadh et d'Ath Yakhlef, relevant de la commune de M'chedallah, se sont

plaints récemment des coupures récurrentes de l'énergie électrique, qui, ont-t-il déploré, «leur ont causé des dégâts pour leurs appareils électroniques». Au niveau de la localité de Semmache, une explosion s'est produite dans un poste transformateur d'électricité, il y a quelques jours, ce qui a provoqué une énième coupure d'élec-

tricité qui a duré plus de 15 heures. Les villageois appellent d'ailleurs la direction de distribution de la wilaya à œuvrer de façon à renforcer le réseau électrique dans la commune d'El-Adjiba.

N. T.

Tindouf

Vers la commercialisation de trois types de poissons d'eau douce

Trois espèces de poissons d'eau douce élevés dans les exploitations agricoles de la wilaya de Tindouf dans le cadre de l'intégration de la pisciculture à l'agriculture, seront étalées prochainement dans le marché local, a-t-on appris dimanche auprès de la station de l'aquaculture et de la pêche de la wilaya. Il s'agit des espèces Tilapia (rouge, blanc et du Nil), dont l'élevage dans les bassins d'irrigation agricole a donné des résultats «encourageants», a expliqué le directeur de la station, Mohamed Ali Haddou. Cette production de poissons, susceptible de satisfaire le marché local, constitue un stimulant pour la généralisation de cette activité

aquacole occupant actuellement plus de 600 agriculteurs, a-t-il ajouté. M. Haddou a fait état, à ce titre, de résultats «probants» en alevins, soit 20 000 larves produites par des écloseries se trouvant au niveau de deux fermes pilotes, et qui constituent un déclic pour la généralisation de cette filière à travers différentes exploitations agricoles, et l'éventuelle distribution d'autres quantités au niveau de wilayas voisines. Par souci d'assurer l'essor de cette filière, quelques 32 jeunes de la wilaya de Tindouf ont bénéficié dernièrement, en vertu de l'instruction du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, d'une session de formation au

centre de formation professionnelle «Mohamed Belouizdad» à Tindouf. Cette session a porté sur des cours théoriques et pratiques et des conseils, encadrés par des aquaculteurs et cadres du secteur, ainsi que sur des visites de terrain pour s'enquérir de près des expériences acquises dans le domaine par certains agriculteurs de la région. Cette session de formation a été couronnée par une remise de diplômes aux bénéficiaires, leur ouvrant droit aux avantages, dont l'accès au prêt, l'accompagnement et l'acquisition d'une expérience dans cette filière en plein essor dans le Sud du pays.

R. R.

Libye

De grands efforts politiques et sécuritaires pour sortir de la crise

■ Les efforts libyens se poursuivent parallèlement à ceux déployés par les Nations unies dans le but de préparer un climat propice aux élections auxquelles aspirent les Libyens et la communauté internationale, même si certaines parties qualifient d'«impertinente» la décision d'organiser ces élections en cette conjoncture, en raison de l'absence des conditions politiques et sécuritaires requises.

Par Farid M.

Dans ce sens, l'émissaire onusien en Libye, Ghassan Salamé poursuit ses concertations avec les différentes parties concernées par la crise, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Libye, en vue de mettre fin au blocage politique et ses démarches en vue d'instaurer la paix en tant que condition sine qua non pour le parachèvement du processus politique dans ce pays. A cet effet, le Gouvernement libyen a salué les efforts de M. Salamé, tout en mettant l'accent sur ses démarches intenses visant à aplanir toutes les difficultés entravant une solution politique à la crise, en dépit de la situation sécuritaire fragile prévalant à Tripoli, mais aussi des tensions marquant les régions du sud libyen. Selon des observateurs de la question libyenne, la situation se dirige vers un éventuel report du référendum constitutionnel et des élections à une date inconnue, en raison de l'incapacité de l'émissaire onusien de régler la situation et des conflits d'intérêts opposant les différentes parties politiques dans ce pays. «L'organisation des élections en Libye dans de telles conditions reste semée de risques», a déclaré, dans ce sens, la Russie, ajoutant qu'«il faut d'abord parvenir à un consensus

entre toutes les parties politiques dans ce pays». De son côté, Ghassan Salamé a mis en avant l'impossibilité d'organiser des élections en Libye dans cette conjoncture sécuritaire, en allusion aux combats qui ont eu lieu à Tripoli entre les forces du Gouvernement d'Union nationale et des groupes armés (7^e brigade), outre le fait que le conflit entre les belligérants libyens pourrait compromettre la validation des résultats de ces élections.

Des efforts pour asseoir la sécurité à Tripoli et au sud libyen

Pour sa part, le président du Conseil présidentiel du Gouvernement libyen d'union nationale, Fayez el-Sarraj essaye de lever certains obstacles, à travers l'examen des dispositifs sécuritaires pour sécuriser la capitale Tripoli et les missions des zones militaires, en prévision de leur application, face aux développements de la situation au sud libyen. D'autre part, M. el Sarraj aspire à l'unification de l'institution militaire, conformément à l'accord politique y afférent et aux principes fondateurs de l'Etat civil démocratique. A cet effet, le gouvernement d'union nationale a démenti les informations relayées au sujet de «la conclusion d'un accord politique

pour unifier l'institution militaire dans le pays» lors de négociations engagées depuis plus d'une année au Caire. Il a, néanmoins, affirmé que l'institution militaire relevant du gouvernement d'union nationale «soutient ce processus, vu son importance dans l'arrêt de la scission actuelle». Le Conseil présidentiel libyen a réaffirmé l'importance de tenir compte dans un quelconque accord à ce sujet «des constantes précitées dans l'accord politique, en premier lieu le principe de séparation des pouvoirs et la constitution d'une armée libyenne régulière sous l'autorité du pouvoir civil». Le Caire abrite depuis plus d'une année des réunions élargies aux militaires libyens, en vue d'unifier l'institution militaire libyenne. Hafter et Fayez el Sarraj avaient convenu lors de deux réunions tenues en mai 2017 et 2018, respectivement à Abu Dhabi et Paris de «mettre en place une stratégie de constitution d'une armée libyenne régulière sous l'autorité d'un pouvoir civil». Suite à la détérioration récente de la situation sécuritaire à Tripoli puis au sud libyen, la Manu a appelé le Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale, à l'approbation et à la mise en œuvre du dispositif sécuritaire dans la capitale Tripoli, saluant les consultations initiées par la commission chargée des questions sécuritaires avec les



groupes armés à Tripoli et ses environs en vue de «réaliser l'entente et garantir l'application immédiate du plan de sécurisation de la capitale». Par ailleurs, la Manu a condamné la détérioration de la situation sécuritaire dans le sud libyen et a appelé les autorités libyennes à «prendre des mesures dans les plus brefs délais pour juguler le phénomène d'insécurité dans la région». L'ONU a exprimé «sa préoccupation vis à vis de la recrudescence de la criminalité, notamment des enlèvements et des actes de vandalisme ayant ciblé l'infrastructure

de la grande rivière artificielle». Les régions du sud libyen connaissent une situation instable en parallèle aux affrontements armés près de la région d'Oum Al Aranib, Katroun et Tajarhi entre les habitants de la région et des groupes tchadiens armés. Par ailleurs, une conférence est en cours de préparation sur la crise libyenne, prévue les 12 et 13 novembre prochain à Palerme (Italie), ayant pour objectif de parvenir à une solution politique à la crise.

F. M./APS

Tunisie/Ennahdha

Ghannouchi chargé de mener des consultations pour «surmonter la crise actuelle»

Le président du mouvement tunisien Ennahdha, Rached Ghannouchi, a été chargé par le conseil de la choura du mouvement de mener des consultations avec le président de la République et le chef du gouvernement ainsi qu'avec toutes les personnalités, partis et organisations pour dégager un consensus à même de surmonter la crise actuelle, a annoncé le président du conseil, Abdelkarim Harouni. «Ennahdha n'est pas un protagoniste de la crise actuelle que vit le parti Nidaa Tounes et qui a influé sur la relation entre la Présidence de la République et la présidence du gouvernement ainsi que sur le Parlement», rapporte dimanche le site officiel du mouvement Ennahdha citant une déclaration de M. Harouni. Il a souligné le «souci» du mouvement Ennahdha d'«être un des éléments de la solution en rapprochant les points de vue et en parvenant par le biais des consensus à un règlement de la crise dans le respect de la Constitution». Il s'exprimait ainsi à l'issue de la 23^e session du Conseil de la choura du mouvement Ennahdha, tenue samedi, dans les locaux du parti, à Tunis. La réunion a été consacrée aux derniers développements politiques et à l'examen des recommandations qui seront

soumises à la conférence annuelle du parti, prévue fin octobre. «Le dialogue qui marqué les travaux de la 23^e session du conseil de la choura a permis de dégager une position commune et équilibrée mettant l'accent sur le souci de préserver une position solide et positive avec le chef de l'Etat, président de tous les Tunisiens qui est au dessus de tous les partis et en quête de compromis dans le cadre de ses prérogatives», écrit le dirigeant d'Ennahdha, cité par l'agence de presse TAP. Selon M. Harouni, le Conseil de la choura a réaffirmé «le souci de négocier et se

concerter avec le chef du gouvernement pour préserver la stabilité gouvernementale et clarifier son programme pour le reste du mandat jusqu'à 2019». «Le conseil s'est prononcé également pour la nécessité de réunir les conditions de réussite du processus de transition démocratique, à commencer par l'Instance supérieure indépendante des élections, la Cour constitutionnelle, l'adoption de la loi de finance de l'année à venir et la bonne préparation des élections de 2019», ajoute le président du conseil de la choura. Il affirmé, d'autre part, que les priorités du gouverne-

ment devront être les réformes économiques et sociales, la poursuite de la lutte contre la corruption et la révision de plusieurs nominations. «Le conseil de la choura a appelé également le gouvernement à être à l'écoute des revendications des travailleurs, des fonctionnaires et des chômeurs et à dialoguer avec la centrale syndicale afin de parvenir à des résultats de compromis tenant compte des revendications et des moyens du pays afin de préserver la paix sociale». Au sujet des affaires intérieures, Harouni a indiqué que le conseil de la choura a achevé l'examen

de plusieurs dossiers, a débattu de propositions à soumettre à la conférence annuelle du mouvement Ennahdha fin octobre courant et de la charte morale pour gérer les litiges au sein du mouvement. La 22^e session du conseil de la choura du mouvement Ennahdha avait examiné, il y a deux semaines, la situation générale en Tunisie et les développements sur la scène politique ainsi que les défis économiques et sociaux, les grandes lignes du projet de budget de l'Etat 2019 et les préparatifs du parti pour sa deuxième conférence annuelle.

Sara H./agences

Sahara occidental

Le Maroc n'a d'autres choix que les négociations avec le Polisario

Le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a affirmé que l'occupant marocain se trouvait dans un isolement international en dépit de ses tergiversations, son obstination et les obstacles qu'il dresse, soulignant que le Maroc n'a d'autres choix que de s'asseoir sur la table des négociations avec le Front Polisario pour rechercher une formule qui aboutira, inéluctablement, à l'indépendance du peuple sahraoui. «Les prochaines négociations entre les deux parties au conflit, à savoir le Front Polisario et le royaume du Maroc porteront essentiellement sur la voie à suivre pour permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit

à l'autodétermination et à l'indépendance», a souligné M. Ghali samedi à Laayoune, dans une allocution à l'occasion de la 17^e rencontre des communautés du nord, relayée par l'Agence de presse sahraouie (SPS). Le président sahraoui a condamné, par ailleurs, «la guerre psychologique» menée par le Maroc contre les citoyens sahraouis en «remettant en cause tous les acquis et les réalisations accomplis par le peuple sahraoui», appelant à l'impératif de contrecarrer ces tentatives désespérées à travers le raffermissement des rangs, l'attachement à l'unité nationale et le ralliement autour du Front Polisario, seul et légitime représentant du

peuple sahraoui. M. Ghali a mis en avant, en outre, la nécessité de consolider le militantisme dans toutes ses formes, notamment diplomatique, citant, à ce titre, la «bataille pour les ressources naturelles» dans laquelle, le peuple sahraoui, a remporté plusieurs victoires, en dépit «des tentatives de l'ennemi et de certains pays européens visant à contourner le droit international». A cette occasion, M. Ghali a rappelé que «toutes les richesses naturelles du Sahara occidental reviennent exclusivement au peuple sahraoui et aucune partie ne peut les exploiter sans consulter son unique et légitime représentant, le Front Polisario».

R. M.



Mort du journaliste Khashoggi

La presse turque implique «MBS» avant des révélations attendues d'Erdogan

■ La presse turque a publié hier de nouvelles informations impliquant le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane dans le meurtre à Istanbul du journaliste Jamal Khashoggi, à la veille de révélations promises par le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Par Rima C.

Selon le quotidien turc «Yeni Safak», l'homme présenté comme le chef d'un commando saoudien de 15 agents dépêchés à Istanbul pour tuer le journaliste, a ainsi été directement en contact avec le bureau de MBS après «l'assassinat». L'homme en question est Maher Abdulaziz Mutreb, un membre de la garde rapprochée de «MBS», qui peut être vu sur des images de vidéosurveillance diffusées par les médias turcs arriver au consulat saoudien puis devant la résidence du consul le jour de la disparition de Khashoggi, le 2 octobre. Le ministre saoudien des Affaires étrangères Adel al-Jubeir a indiqué dimanche que Jamal Khashoggi avait été victime d'un «meurtre», évoquant une «opération non-autorisée» par le pouvoir, dont Mohammed ben Salmane n'était «pas informé». Dans le quotidien «Hurriyet», un éditorialiste proche du pouvoir turc, Abdulkadir Selvi, affirme que le journaliste a été immédiatement conduit vers le bureau du consul à son arrivée au consulat où il a été «étranglé» par les agents saoudiens. «Cela a duré

entre 7 et 8 minutes». Le corps a ensuite été «coupé en 15 morceaux» par un médecin légiste faisant partie du commando saoudien, a ajouté M. Selvi, selon lequel le corps démembré a été sorti du consulat mais se trouverait toujours dans un endroit inconnu à Istanbul. «Si le prince héritier ne rend pas de comptes et n'est pas évincé de son poste, nous ne devons pas clore ce dossier», a poursuivi l'influent chroniqueur. Les aveux, émaillés de contradictions, de Ryad sur les circonstances de la mort du journaliste, continuent de susciter une vague de scepticisme dans le monde. Ryad a annoncé le limogeage du numéro deux du Renseignement saoudien, le général Ahmed al-Assiri, et de trois autres hauts responsables de ces services, ainsi que d'un conseiller «médias» à la cour royale, Saoud al-Qahtani. Dix-huit suspects saoudiens ont été interpellés. Mais des analystes occidentaux ont vu dans ces limogeages et arrestations une tentative de désigner des boucs émissaires et d'épargner le prince héritier ben Salmane, dit MBS, l'homme fort du royaume. Sous le titre

«l'étau de resserre autour du prince héritier», «Yeni Safak» affirme que le chef du commando appelé «à quatre reprises le directeur du bureau du prince héritier, Bader Al-Asaker» après le meurtre de Khashoggi. «Au moins l'un de ces appels a été effectué depuis le bureau du consul général», a ajouté le journal, qui ne précise pas ses sources. Mutreb a aussi appelé «un numéro américain», qui pourrait être celui de Khaled ben Salmane, frère de MBS et ambassadeur du royaume à Washington. Ces nouvelles révélations surviennent à la veille d'une intervention très attendue de M. Erdogan au cours de laquelle il a promis de révéler «toute la vérité» sur la mort de Khashoggi. M. Erdogan s'est entretenu au téléphone dans la nuit de dimanche à hier avec son homologue américain Donald Trump peu après la parution d'une interview dans laquelle ce dernier a dénoncé «des mensonges» et jugé que les versions données par Ryad «partent dans



tous les sens». Dans un communiqué commun, Londres, Paris et Berlin ont estimé dimanche qu'il y avait «un besoin urgent de clarification» sur les circonstances de la mort «inacceptable» du journaliste, âgé de 60 ans. Les autorités saoudiennes, après avoir soutenu que le journaliste était ressorti vivant du consulat, ont finalement admis samedi que Khashoggi y avait été tué. Le procureur général avait alors affirmé que le décès avait résulté d'une bagarre et sur une rixe à coups de poing entre deux agents saoudiens et Khashoggi mais d'autres respon-

sables ont affirmé qu'il avait été «étranglé». Dans une nouvelle contradiction, M. Jubeir a affirmé dans son interview à Fox que les autorités saoudiennes ne «savaient pas comment, dans le détail» le journaliste est mort, tout en parlant de «meurtre». Outre une crise de crédibilité, ce scandale international a poussé au boycott, par des responsables occidentaux et des dirigeants de firmes internationales, d'une grande conférence économique, chère au prince héritier, prévue à Ryad à partir d'aujourd'hui.

R. C.

Russie

John Bolton attendu de pied ferme à Moscou sur le retrait d'un traité nucléaire

Deux jours après le coup de tonnerre de l'annonce américaine du retrait d'un traité majeur sur les armes nucléaires, le conseiller de la Maison-Blanche à la Sécurité nationale John Bolton rencontre hier à Moscou le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, qui attend de pied ferme ses explications. Cette visite prévue de longue date, annoncée avant que Donald Trump n'annonce sa décision de retirer son pays du traité INF sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF, Intermediate Nuclear Forces Treaty) conclu avec la Russie pendant la Guerre froide, était déjà importante, s'agissant du premier déplacement d'un haut responsable américain à Moscou depuis plusieurs mois. Mais l'annonce de Donald Trump, samedi, lui a donné encore plus de relief alors que les relations entre les deux pays sont déjà au plus bas. John Bolton, considéré comme un «façon» de l'administration Trump, doit rencontrer Sergueï Lavrov dans la soirée, les responsables russes s'attendant à ce que le conseiller américain leur explique la position de Washington sur le traité INF. Le conseiller doit également s'entretenir durant son séjour avec le président russe Vladimir Poutine mais cette rencontre «n'a pas eu lieu hier», avait déclaré dimanche le porte-parole du

Kremlin Dmitri Peskov, cité par les agences de presse russes. Celui-ci a ajouté hier qu'une sortie américaine du traité INF «rendrait le monde plus dangereux», disant attendre des «explications» de la part de Washington et réfutant les accusations américaines selon lesquelles Moscou violerait le traité. «L'intention de sortir de ce traité soulève les plus graves préoccupations», a ajouté Dmitri Peskov. Parallèlement, alors que l'annonce américaine fait craindre un retour de la prolifération nucléaire, le porte-parole du Kremlin a assuré que la Russie «n'attaquera jamais personne en premier». Sergueï Lavrov a lui indiqué lors d'une conférence de presse, cité par les agences de presse russes, «attendre un éclaircissement de la position officielle» américaine. «Si John Bolton est prêt à le faire, alors nous évaluerons la situation», a-t-il poursuivi. John Bolton est connu pour ses positions très fermes en matière de politique étrangère. Chantre par le passé d'une chute du régime iranien, il faisait partie de ceux qui plaidaient pour «sortir de l'accord iranien» signé en 2015 par plusieurs pays avec Téhéran pour l'empêcher de se doter de l'arme nucléaire. Nommé en mars 2018, John Bolton n'a également jamais caché sa conviction que Washington devrait frapper militairement la Corée du Nord plutôt que négocier avec

ce régime et il reste un partisan de sanctions beaucoup plus larges contre la Russie, accusée par Washington d'avoir tenté de perturber le processus démocratique américain. Le conseiller de Donald Trump a entamé son séjour à Moscou par une rencontre avec Nikolai Patrouchev, le chef du Conseil russe de Sécurité nationale. Selon le journal britannique The Guardian, c'est John Bolton lui-même qui a fait pression sur le président américain pour un retrait du traité INF. Ce serait aussi lui qui bloquerait toute négociation pour une extension du traité New Start sur les missiles stratégiques, qui arrive à expiration en 2021. Le traité INF, dont Donald Trump veut sortir, a été signé en 1987, à la fin de la Guerre froide, par le dernier dirigeant de l'Union soviétique Mikhaïl Gorbatchev et le président américain de l'époque, Ronald Reagan. Pour Donald Trump, Moscou viole depuis de nombreuses années ce traité. Washington se plaint notamment du déploiement du système de missiles 9M729, dont la portée dépasserait la limite convenue des 500 km. Dimanche, le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov a qualifié la décision américaine de «pas très dangereux» qui, selon lui, «ne sera pas compris par la communauté internationale et va même s'attirer de sérieuses condamnations».



Points chauds

Injures

Par Fouzia Mahmoudi

Les perquisitions judiciaires dont a fait l'objet il y a quelques jours Jean-Luc Mélenchon et son mouvement La France insoumise n'ont en soi rien d'extraordinaire, mais l'attitude du dirigeant du parti de gauche radicale en a fait une affaire d'État, attaquant l'Élysée puis les médias. Or, aujourd'hui, une vingtaine de sociétés de journalistes (SDJ), dont celle des principaux médias français, ont apporté cette semaine leur «soutien sans réserve» aux journalistes de Radio France, Médiapart et France 3 pris pour cible par le président de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon. «Nous condamnons de la manière la plus ferme les propos outranciers, injurieux et menaçants de Jean-Luc Mélenchon envers la presse. Ces attaques systématiques et sans fondement ne déshonorent que leur auteur», déplorent les organisations dans un communiqué. Après une enquête de franceinfo sur des soupçons de surfacturation lors de la campagne présidentielle 2017, le leader de La France insoumise s'en est pris aux journalistes de la radio, les traitant d'«abrutis», «menteurs et tricheurs», ce qui a amené le groupe Radio France à annoncer samedi le dépôt d'une plainte. Le syndicat FO de Radio France a également annoncé samedi qu'il allait porter plainte contre Jean-Luc Mélenchon. Le syndicat SNJ-CGT de Radio France a condamné de son côté hier des propos «inacceptables et dangereux». Outre ses attaques contre franceinfo, Mélenchon a dénoncé une violation du secret de l'enquête sur ses comptes de campagne par Médiapart, dont il a fustigé «l'ignominie» pour un article sur ses relations avec sa communicante Sophia Chikirou. Il a également eu la semaine dernière une altercation avec la journaliste de France 3 Véronique Gaurel dont il s'est moqué de l'accent, avant de s'excuser vendredi, en expliquant qu'il avait cru qu'elle-même se moquait de lui. Reste à voir qu'elle sera la réaction de ses électeurs face aux débordements à répétition de Jean-Luc Mélenchon et de son entourage et si le spectacle offert aura un effet persuasif ou dissuasif sur des votants de plus en plus hésitants à se déplacer aux urnes les jours de scrutins, surtout avec la perspective des élections européennes qui se tiendront l'année prochaine et qui constitueront un tournant décisif pour la classe politique française.

F. M.



Colloque autour de l'œuvre d'Isabelle Eberhardt

La culture algérienne dans les écrits de l'écrivaine en débat



■ Un colloque littéraire organisé autour de l'œuvre de la journaliste et romancière Isabelle Eberhardt a mis l'accent sur l'effet de la culture algérienne sur ses écrits. Lors de ce colloque, organisé par l'Association Safia-Kettou de la création culturelle d'Ain Sefra, les intervenants ont été unanimes sur la valeur culturelle des œuvres de la romancière.

Par Abla Selles

Les participants à un colloque littéraire organisé dimanche à Ain Sefra (Nâama) ont souligné que plusieurs œuvres littéraires d'Isabelle Eberhardt ont puisé du terroir culturel de la société algérienne. Cette rencontre, organisée par l'Association Safia Kettou de la création culturelle d'Ain Sefra à l'occasion du 114^e anniversaire de la mort d'Isabelle Eberhardt (1877-1904), a permis aux participants, dont des romanciers, des poètes et des journalistes des wilayas de Nâama, El Bayadh, Saïda et Béchar, de mettre en exergue l'effet de la culture algérienne dans les écrits de cette romancière et journaliste, qui se sont adjugés une place importante dans le patrimoine littéraire national et universel.

Les interventions ont abordé plusieurs aspects, affirmant la défense de l'écrivaine, dans ses articles et ses correspondances de presse, des valeurs arabes et amazighes en Afrique du Nord et son soutien aux victoires remportées par cheikh Bouamama dans sa résistance populaire contre le

colonialisme français.

Les intervenants ont soutenu que les correspondances de guerre d'Isabelle Eberhardt en 1902 décriaient les pratiques inhumaines et l'arrogance de l'occupant français dans la spoliation des terres de la population autochtone, partant de son constat lors de son bref séjour dans la région, en plus de son admiration pour les coutumes, l'identité culturelle originelle des populations algériennes qu'elle a visitées. Cette rencontre annuelle, la 5^e du genre organisée en collaboration avec la direction de la culture de la wilaya de Nâama, vise à approfondir la recherche sur le parcours de cette femme riche en événements et sur ses œuvres (articles de presse et littéraires), soit une vingtaine d'ouvrages en anglais, français et allemand traduits dans plusieurs langues dont l'arabe, a souligné le président du comité d'organisation, Abdelkader Dif. L'écrivain et chef du bureau de wilaya de Nâama de l'Union des écrivains algériens, Ahmed Bencherif, a appelé à davantage de recherches sur le legs littéraire de cette écrivaine inspirée du

patrimoine culturel du Sud algérien. Le chercheur et critique Djillali Benaouda, du Centre universitaire d'El Bayadh, a fait remarquer que les écrits d'Eberhardt sont divers et variés (autobiographique, récits, nouvelles, poèmes, articles de presse,...), citant des passages de ses œuvres publiées après sa mort, notamment «*Au pays des sables*» et «*A l'ombre chaleureuse de l'Islam*», ainsi que ses reportages dans les médias en tant que correspondante de guerre à son époque. L'écrivain et traducteur Boudaoud Ammiar a proposé un jumelage littéraire sur Isabelle Eberhardt entre chercheurs et écrivains de la wilaya de Nâama et différentes villes du pays dont El Oued, Annaba, Boussaâda, Ténès et Kenadsa, pour recoller des pans de l'histoire de cette personnalité culturelle et de son expérience littéraire. Un film documentaire sur Isabelle Eberhardt intitulé «*Sur les traces de l'oubli*», réalisé par Radja Amar, a été projeté à cette occasion et des récitals poétiques ont été animés par des poètes de la région. A. S.

Salon international du livre d'Alger

Une dizaine de nouveaux ouvrages en tamazight

Une dizaine de nouveaux ouvrages littéraires en tamazight seront présentés par le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) à l'occasion du 23^e Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 29 octobre au 10 novembre au Palais des expositions des Pins maritimes, indique un communiqué de cette institution.

Traductions, manuels didactiques pour l'apprentissage de la langue amazighe et des actes de colloques organisés en 2017 et 2018, figurent parmi les nouveautés du HCA qui présentera également le dernier numéro de sa revue «*Tamazight Tura*». «*Ussan n tayri*», un roman en tamazight de Daoud

Meskhous, les traductions de «*Nedjma*» de Kateb Yacine par Rabah Bouchenab et «*Pluies d'or*» de Mohamed Sari par Habib Allah Mansour sont, entre autres, les nouveaux titres qui seront présentés lors de cet événement littéraire.

Un autre ouvrage, coédité avec les éditions Enag, contenant les actes du Colloque international organisé en 2017 en hommage à l'écrivain et linguiste Mouloud Mammeri, fait partie du lot de nouveautés, en plus de manuels et supports didactiques pour l'apprentissage de tamazight dans ses diverses variantes.

Les visiteurs du stand du HCA pourront

aussi découvrir un glossaire des institutions publiques, collectivités locales et partis politiques en tamazight, édité en partenariat avec l'APS (Algérie Presse Service).

En marge des expositions, le HCA prévoit d'organiser une rencontre sur la littérature amazighe qui sera animée par des spécialistes, à l'image de Maouchi Nawel et Abou Tahar, respectivement enseignants universitaires à Bouira et Adrar, aux côtés du traducteur Bachir Ajroud.

Le 23^e Sila se tiendra du 29 octobre au 10 novembre au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger.

F. H.

Festival international d'art de Tyre (Liban)

La compagnie El-Massil de Constantine représente l'Algérie

Le monodrame «*Ellahn el-Akhir*», produit par la compagnie culturelle El-Massil de Constantine, représentera l'Algérie au Festival international de la ville de Tyre (Liban), a indiqué dimanche le président de la compagnie. «*La compagnie s'évertuera à représenter honorablement l'Algérie et à promouvoir son produit artistique durant cette manifestation internationale dédiée au cinéma, au théâtre et à la musique*», a précisé à l'APS Salah-Eddine Toriki,

également réalisateur et comédien dans cette œuvre, soulignant que cet événement se déroulera du 27 au 31 octobre et réunira des artistes de divers pays dont la Jordanie, l'Irak, l'Arabie saoudite, l'Argentine et le Liban.

Lauréate du prix spécial d'honneur lors du Festival international de théâtre libre de Jordanie, «*Ellahn el-Akhir*» aborde la place de l'artiste dans la société qui l'élève aux cieux lorsqu'il est au sommet de son talent

et le rabat aux oubliettes quand il vieillit et son étoile cesse de rayonner.

Le monodrame qui mixe tragédie et humour noir, appelle dans le même temps à l'amour, la liberté, l'espoir et l'abnégation au travail, l'histoire étant le juge ultime, a ajouté l'artiste.

Fondée en 2011, la compagnie El-Massil a produit diverses œuvres théâtrales pour adultes et pour enfants et obtenu plusieurs prix dont celui de la meilleure mise en scène pour sa

pièce «*Ghourour Essarsour*» lors du Festival international des arts spontanés et du théâtre pour enfants d'Assouan (Egypte). Sa pièce «*Birat khrabib*», coproduite avec le théâtre régionale Mohamed-Tahar-Fergani de Constantine, a décroché en 2017 les prix de la meilleure mise en scène et de la meilleure interprétation masculine au Festival national du théâtre humoristique de Médéa.

L. B.

AGEND'ART

Centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger

Jusqu'au 25 octobre :

Exposition d'arts plastiques avec l'artiste peintre plasticien Abderrahmane Bekhti.

Galerie Seen Art

Jusqu'au 3 novembre :

Exposition collective intitulée «*Versions Originales*» avec les artistes Yasser Ameur (L'homme jaune), Leila Boutamine, Amar Briki, Faiza Maghni, Adlane Samet, Mayalnes

Touam et Hocine Zaourar.

Galerie d'art Dar-El-Kenz (Lot Bouchaoui 2, n° 325, Chéraga, Alger)

Du 27 octobre au 7 novembre

18^e Salon d'automne du petit format, avec la participation de 24 artistes dont Bettina Heinen Aych, Catherine Rossi, Shahriar Pirozram, Samia Skenazen, Mousa Bourdine, H'ssissen, Mohamed Massen et Rachid Talbi. Vernissage le samedi 27 octobre, à partir de 15h.

Galerie d'Arts Mohammed-Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)

Jusqu'au 3 novembre :

Exposition de peinture de Djahida Houadef, sous le thème «*Passage rituelique*».



Suspendu 6 mois de toute activité Le président de la JSS Zerouati s'insurge

LE PRÉSIDENT de la JS Saoura (Ligue 1 professionnelle), Mohamed Zerouati, a été suspendu de toute activité relative au football pour une durée de six mois «avec effet immédiat», selon l'arrêté de la Commission de l'éthique de la Fédération algérienne de football (FAF), présidée par Zouaoui Abderrahmane. Le président de la JS Saoura est également interdit d'accéder aux vestiaires ainsi qu'au banc des remplaçants. Cette sanction est assortie d'une amende de 300 000 DA. Mohamed Zerouati dispose de dix jours pour déposer un recours, passé ce délai, aucun appel n'est recevable, précise la Commission de l'éthique.

Outré, d'apprendre cette nouvelle, Zerouati a dénoncé les sanctions prises à son encontre par la Commission de l'éthique.

«Les sanctions prises à mon encontre par la commission de l'éthique de la FAF, à savoir six mois ferme d'interdiction de toute activité de football, d'entrée aux vestiaires et de la bande de touche, en plus d'une amende de 300 000 DA, est une grave atteinte à ma personne en qualité de dirigeant de la JS Saoura, à mon équipe et au football dans notre pays. De même que ces sanctions visent essentiellement à déstabiliser le seul et unique club du Sud évoluant au sein du championnat de la Ligue 1 Mobilis», a déclaré Mohamed Zerouati lors d'une conférence de presse. Selon lui, ces sanctions, prises en son absence, constituent «une entorse au règlement de la FAF» que «je dénonce avec fermeté», a-t-il lancé.

CAN-2018 (dames)/Tirage au sort Les «Vertes» dans le groupe A avec le pays hôte

LA SÉLECTION algérienne de football (dames) évoluera dans le groupe A en compagnie notamment du Ghana, pays hôte de la 13^e Coupe d'Afrique des nations CAN-2018 (17 novembre - 1^{er} décembre), selon le tirage au sort effectué dimanche soir à Accra. Les joueuses de la sélection nationale Radia Fertoul évolueront également aux côtés du Cameroun (vice-champion d'Afrique) et du Mali. Le groupe B est composé quant à lui du Nigeria (tenant du titre), de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Kenya, ce dernier a

été repêché suite à la disqualification de la Guinée équatoriale. Les trois premiers à l'issue du tournoi se qualifieront pour la Coupe du monde 2019 en France. Les Algériennes s'étaient qualifiées pour la CAN-2018 en dominant l'Éthiopie en aller et retour (3-1, 3-2). Elles effectuent leur retour au rendez-vous continental après avoir brillé par leur absence lors de la précédente édition tenue au Cameroun en 2016. Les coéquipières de Naïma Bouhani se trouvent actuellement au Maroc pour disputer deux matchs amicaux face à leurs homologues marocaines. Le premier test disputé jeudi s'est soldé par une défaite de l'Algérie (3-1), alors que le second a eu lieu hier lundi.

Composition des groupes :

Groupe A : Ghana, Algérie, Mali, Cameroun

Groupe B : Nigeria, Afrique du Sud, Zambie, Kenya

Boxe

Le DTN Meziane satisfait après les résultats des JOJ

LE DIRECTEUR technique national (DTN) de la Fédération algérienne de boxe (FAB), Mourad Meziane, a qualifié dimanche à Alger d'«historique» et de «logique» les deux médailles d'argent obtenues par les boxeurs algériens Farid Douibi (75 kg) et Mohamed-Amine Hacid (91 kg) lors des 3^e Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ-2018), disputés à Buenos Aires (6-18 octobre). «Tout d'abord, je dois féliciter nos boxeurs pour les résultats obtenus car c'est une consécration historique. C'est un résultat plus que positif pour la boxe algérienne. C'était logique car nos jeunes sont des champions sur la scène continentale et arabe», a déclaré le DTN à l'APS au niveau du salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger, lors de l'accueil des

athlètes algériens ayant pris part aux JOJ où l'Algérie a obtenu cinq médailles d'argent. Quatre boxeurs algériens dont une fille ont pris part aux Jeux olympiques de la jeunesse à Buenos Aires. Il s'agit de Hichem Maouche (49 kg), Farid Douibi (75 kg), Mohamed-Amine Hacid (91 kg) et Chaïb Ichrak (75 kg). Outre les deux médailles, Maouche a pris la 5^e place tandis que Chaïb a terminé au pied du podium (4^e). «Notre objectif était de réaliser un bon classement même si les deux médailles obtenues n'étaient pas une surprise car nos boxeurs ont du potentiel. Je pense que ces résultats sont plus que satisfaisants et je dirai même plus qu'on aurait pu obtenir la médaille d'or», a ajouté la même source.

La DGSN dépêche une commission d'enquête à El Bordj Le ministre Hattab appelle à plus de rigueur

■ Le directeur général de la Sûreté nationale, le colonel Mustapha El Habiri, a dépêché dimanche soir, une commission d'enquête dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, suite aux scènes de violence ayant entaché samedi la fin de la rencontre opposant le CA Bordj Bou Arréridj au MC Alger, selon un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).



Hattab souhaite que les responsables de la LFP soient stricts

Par Mahfoud M.

La DGSN compte, ainsi, faire toute la lumière sur ces scènes extrêmes de violence qui ont failli coûter la vie à certains joueurs, à l'exemple du latéral gauche du MCA, Abderrahmane Hachoud, qui a été poignardé par des fans déchaînés du CABBA et n'a dû son salut qu'à l'intervention des supporters mouloudéens qui l'ont évacué vers leurs gradins. Seule une enquête pourra déterminer les responsabilités et les situer pour prendre des mesures fermes, même si certains sont unanimes et avouent que le portier de la formation bordjienne et ex-gardien du MCA, Fawzi Chaouchi, est le premier instiga-

teur après avoir provoqué des heurts avec ses anciens coéquipiers, notamment le gardien du MCA, Farid Chaâl. Sur un autre registre, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a appelé à sévir «avec la plus grande rigueur» et surtout à appliquer les règlements et sanctionner les fautifs.

«La LFP doit sévir et faire preuve de rigueur dans l'application des règlements pour éviter d'autres débordements. D'ailleurs, je vais parler aux responsables de la Ligue pour appliquer le règlement. Il ne faut pas prendre les décisions en utilisant les sentiments quand il s'agit de l'intérêt public», a déclaré le ministre à l'aéroport international

d'Alger, lors de l'accueil des athlètes algériens ayant pris part aux Jeux Olympiques de la jeunesse, disputés à Buenos Aires (6-18 octobre).

Pour ce qui est des victimes de ces regrettables incidents, on dénombre 131 blessés, selon le chef de service des urgences de l'hôpital, Lakhder Bouzidi. Pour sa part, le responsable de la cellule de communication à la direction de la Sûreté nationale de la wilaya, a affirmé qu'aucune blessure grave n'a été enregistrée parmi les joueurs ou le staff technique des deux équipes, soulignant qu'«aucun joueur n'a été évacué à l'hôpital et que le bus transportant l'équipe hôte a quitté le stade sans enregistrer de dépassements». **M. M.**

Ligue des champions (1/2 finale retour)/ ESS-Al Ahly Les Sétifiens pour rééditer le scénario de 1988

LEntente de Sétif tentera de rééditer le coup de 1988 et assurer la qualification à la finale de la Ligue des champions d'Afrique en recevant la formation égyptienne du Ahly du Caire ce soir au stade du 8-Mai-1945 de Sétif. Les gars de la ville des Hauts-Plateaux qui ont perdu 2 à 0 au match aller au Caire se doivent de remonter ce score lors de ce rendez-vous très important, ce qui n'est pas vraiment évident. Mais le football ne connaît pas d'impossible et les Sétifiens avaient déjà réussi l'exploit en 1988 en remportant le score de (2/0) à Constantine avant d'arracher le billet de la finale grâce aux tirs

au but. Les poulains du Marocain Taoussi croient donc à cet exploit et doivent être concentrés sur leur sujet s'ils souhaitent vraiment inscrire deux buts au géant africain le plus titré dans cette prestigieuse compétition. L'heure est, en tout cas, à la mobilisation du côté de Sétif et tout le monde devra se mettre dans la tête qu'il devra tout donner pour réussir l'exploit et se qualifier en finale, et pourquoi pas arracher le trophée. Abdelmoumen Djabou a pour sa part affirmé que «la mission est difficile mais pas impossible», assurant que lui et ses coéquipiers sont «prêts à relever le défi et à créer l'exploit».

«Jouer un finale de Ligue des champions est le rêve de tout joueur. Une telle opportunité se présente rarement deux fois, c'est pour ça qu'on va tout faire pour réaliser ce rêve et faire honneur au football algérien», a de son côté indiqué le milieu de terrain, Ilyes Sidhom. Il est à noter qu'avec le retour de blessure de l'attaquant Hamza Banouh, le coach sétifien Rachid Taoussi pourra compter sur l'ensemble de son effectif pour ce match décisif. Le match sera officieusement par le Sud-Africain Victor Gomez, assisté de ses deux compatriotes, Siwela et Moshidi.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tissemsilt

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

DEUX éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dimanche à Tissemsilt par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 21 octobre 2018 à Tissemsilt (2^e Région militaire), deux éléments de soutien aux groupes terroristes», précise-t-on de même source. Dans le même contexte, un détachement de l'ANP «a découvert et détruit, lors d'une opération de fouille et de ratissage menée dans la localité de Ain El Barda,

commune de Beni Fedhala, wilaya de Batna (5^e RM), deux casemates pour terroristes et trois bombes de confection artisanale». Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont appréhendé, à Tamarrasset et In Guezzam (6^e RM), quatorze contrebandiers et saisi 5,4 tonnes de denrées alimentaires, des outils d'orpaillage et un téléphone satellite». D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi, à Khenchela et Béjaïa (5^e RM), sept fusils de chasse sans papiers, tandis que 5 339 unités de différentes boissons ont été saisies à Biskra et El-Oued (4^e RM)».

Farid Y.

Cancer du sein

La souscription à l'assurance disponible en ligne

LA SOUSCRIPTION à l'assurance cancer du sein Warda est désormais disponible sur la plate-forme www.algeriennevie.com, a annoncé hier la compagnie d'assurance «L'Algérienne Vie», qui a lancé ce produit au profit des femmes depuis un an.

«Cette initiative (e.WARDA) a été lancée à l'occasion de la célébration du premier anniversaire du produit d'assurance cancer du sein, dédié exclusivement à la femme et de l'évènement Octobre rose, mois consacré à la prévention du cancer du sein», précise dans un communiqué l'Algérienne Vie, filiale de «Cash Assurance» et du Groupe Sonatrach.

WARDA est une offre d'assurance qui permet aux femmes qui l'ont souscrite de

bénéficier, en cas de diagnostic du cancer, d'un capital forfaitaire de 500 000 DA ou de 1 000 000, rappelle-t-on.

L'adhésion à cette assurance se fait moyennant le paiement d'une prime annuelle qui varie selon l'âge de l'assurée et après réponse à un simple questionnaire médical, précise la même source.

L'Algérienne Vie, prévoit, dans ce cadre, d'initier une campagne de sensibilisation à travers plusieurs canaux pour «informer et rassurer ses clientes sur les modalités de paiement électronique et l'utilisation, en toute sécurité, de la carte CIB», ainsi que pour faciliter les procédures des assurées en leur simplifiant l'accès de e.WARDA et e.SAFAR».

Samy F.

Accidents de la circulation

8 morts et 6 blessés en 24 heures

Huit personnes ont perdu la vie et 6 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs régions du pays, indique hier un bilan établi par les services de la Protection civile. La wilaya de Djelfa déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 2 personnes suite au renversement d'un camion sur la R.N 46, dans la commune de Zaafrane. Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus dans la wilaya de Constantine pour évacuer un enfant, mort par noyade dans une mare d'eau dans la commune d'El Khroub. Les unités de la Protection civile sont également intervenues dans la wilaya de Relizane pour évacuer 48 personnes victimes d'une intoxication alimentaire vers l'hôpital de la commune de Zemmoura.

H. O.

Enlever le niqab au travail



Conditions de vie à Metchik et Béni Mansour / Béjaïa

La voie ferrée coupée depuis plusieurs jours

■ La voie ferrée reliant l'est du pays à Alger et celle reliant Béni Mansour à Béjaïa sont coupées depuis plusieurs jours par des habitants du village Metchik et Béni Mansour (commune de Boudjellil daïra de Tazmalt).

Par Hocine Cherfa

Pour leur part, très en colère des jeunes issus du village de Béni Mansour ont bloqué les rails à hauteur de leur village depuis plusieurs jours. Ils dénoncent «les promesses non tenues» des responsables de la Société nationale du transport ferroviaires (SNTF) sur la question des recrutements. Ces derniers se trouvant au chômage et issus, pour la plupart, de parents ayant exercé dans le secteur ferroviaire, réclament des postes de travail comme cela leur avait été promis il y a quelques années. Ils dénoncent le fait que des recrutements ont été faits

alors qu'ils attendent quant à eux depuis de très longs mois. Pour leur part, les habitants du village Metchik frontalier avec la wilaya de B.B.A. ont coupé la voie ferrée depuis plusieurs jours aussi et ils ont également coupé la RN5. Les manifestants réclament le désenclavement du village. Selon des habitants, le village est dépourvu de toutes les conditions de vie notamment, manque d'eau potable, absence de réseau assainissement, absence de gaz de ville, délabrement du chemin communal reliant le village au chef-lieu sur plusieurs kilomètres. Le chemin est, paraît-il, endommagé par le passage incessant des camions

et engins qui approvisionnent les travaux de la pénétrente autoroutière reliant la wilaya de Béjaïa à Bouira en matériaux dont les agrégats à partir d'une carrière située à proximité du village. Les mécontents réclament aussi l'inscription d'une école au profit de leurs enfants et la remise en service de l'unité de soins de leur village dotée d'un équipement médical conséquent mais fermée en raison de l'absence de personnel. Les représentants de ce village qui compte quelques centaines d'âmes déplorent le silence des responsables.

H. C.

Journée nationale de la presse à Tizi Ouzou

Abderrahmane Bettache, Yazid Aït Hamdouche et Makhlof Iloul honorés

L'Association et des Journalistes et Correspondants de la wilaya de Tizi Ouzou en collaboration avec la direction locale de la culture ont honoré, hier, les journalistes disparus récemment, Yazid Aït Hamdouche de la Radio nationale et Abderrahmane Bettache du quotidien «Le Soir d'Algérie» ainsi que Makhlof Iloul de l'agence APS parti en retraite. L'hommage, qui s'est déroulé au petit théâtre de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de la ville de Tizi Ouzou, a vu la présence des parents de Youssef Bettache, notamment sa veuve et son frère Hakim ainsi que du cousin paternel d'Aït Hamadouche, Hakim. La veuve de Bettache a fait un témoignage émouvant sur le défunt Youssef qui s'est toujours consacré à sa profession et sa passion de journaliste avec dévouement et

abnégation tout au long de sa vie. De son côté, Hakim Bettache a souligné les qualités humaines et professionnelles de son frère pendant l'exercice de son métier de journaliste. Des confères exerçant à Tizi Ouzou, en l'occurrence Rachid Hammoutène et Said Aït Mèbarek ont tour à tour apporté leur témoignage sur le parcours professionnel du défunt. Le réalisateur de la célèbre émission de feu Yazid Aït Hamadouche «Serial Tagueur» de la Chaîne III ainsi que Mohamed Haouchine et de son cousin Hakim Aït Hamadouche ont tour à tour souligné la détermination du défunt à accomplir sa mission de journaliste malgré son handicap. Comme ils ont salué les qualités humaines par lesquelles est connu l'animateur. Makhlof Iloul a eu également droit à un hommage de la part de ses

confrères et consœurs. Des cadeaux symboliques ont été remis aux membres des familles des deux défunts ainsi qu'à Makhlof Iloul. Après ces hommages, Sait Aït Mèbarek, Mohamed Haouchine et Rachid Hammoutène ont co-animé une table ronde autour de la thématique de la journée à savoir le «vivre ensemble : le rôle du journaliste dans la cohésion sociale». Auparavant dans la matinée un recueillement a eu lieu au niveau de la place de la liberté de la presse à la mémoire des journalistes disparus. La délégation officielle conduite par le secrétaire général de la wilaya s'est aussi rendue dans les locaux de la maison de la presse à l'effet de s'enquérir des conditions de travail des journalistes et écouter leurs doléances avant de visiter également le siège de la radio locale. Hamid Messir